

Mais notre réflexion doit porter sur un autre aspect de la question, c'est-à-dire la définition même de l'intérêt national. Pour ce gouvernement, l'intérêt national du Canada est celui du pays entier, pas seulement de ses régions les plus riches. C'est celui des Canadiens en chômage qui sont à la recherche d'un emploi, pas seulement de ceux qui siègent à la direction de puissants syndicats.

Si vous habitiez l'Alberta, vous seriez conscient du coût humain de la politique protectionniste qui a inspiré le Programme énergétique national. Étant du Nouveau-Brunswick, c'est celui du protectionnisme de l'Agence d'examen de l'investissement qui vous frappe. Ceux qui s'opposent à l'accord de libre-échange veulent nous ramener aux principes sur lesquels reposait l'examen de l'investissement ainsi qu'aux anciennes craintes: que le Canada ne soit pas de taille à régler les problèmes de ce domaine, qu'il soit trop faible pour affronter la concurrence des autres pays.

Et que veulent protéger ces Canadiens protectionnistes? En fait, lorsqu'ils s'opposent au présent accord, ils cherchent à tenir le Nouveau-Brunswick à l'écart de la croissance et à éviter la création d'emplois en Alberta. Nous en avons assez. Il se peut que certaines régions du Canada soient assez riches pour s'offrir ce luxe, mais la plupart ont besoin de croissance, souhaitent de nouveaux emplois et sont certaines que le Canada peut affronter la concurrence mondiale.

Lorsque les nationalistes canadiens de l'ère moderne définissent le Canada, ils y incluent le Nouveau-Brunswick, l'Alberta, le Nord, les sans-emploi, les jeunes tournés vers l'avenir, les entrepreneurs qui souhaitent prouver qu'être Canadien revient à être le meilleur sur la scène mondiale. Tout cela fait justement l'objet de l'accord de libre-échange.

Le débat actuel porte sur la confiance que les Canadiens ont dans leur pays, dans cette province, dans cette vieille ville canadienne dont l'existence même témoigne que nous croyons en notre capacité à affronter la concurrence des meilleurs, non seulement au Canada mais dans le monde entier. C'est ainsi que peut se décrire l'histoire de Saint John, celle du Nouveau-Brunswick, celle du Canada, même si on a quelquefois hésité à le rappeler. Le Canada est entré dans une nouvelle ère. Si j'examine l'ensemble des industriels et des entrepreneurs de cette province et du Canada entier, je ne doute absolument pas de leur capacité à soutenir la concurrence sur le marché nord-américain, pas plus que sur le marché mondial. La force du Canada ne fait aucun doute, la seule question qui se pose est celle de la confiance que nous avons en nous-mêmes. Oui, ce